Bilan du Secrétariat National Jeunes des 1er et 2 décembre 2012:

Des initiatives positives mais les désaccords perdurent

Au sein du secteur jeune, nous savons être à l'initiative de luttes locales - sur l'augmentation des frais d'inscription, les fermetures de filières qui sont des conséquences de la loi sur l'autonomie des universités (LRU) - soutenir les luttes nationales, celle contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (NDDL), pour l'ouverture du mariage et de l'adoption aux couples lesbiens et gays, ou concernant la répression du gouvernement PS (les exemples ne manquent pas : extradition d'Aurore Martin, NDDL, Saïdou de ZEP/Saïd Bouamama, répression dans les facs), ainsi que développer des interventions facs et en direction des jeunes travailleurs-euses. Pourtant, si être à l'initiative des mobilisations et lutter contre la répression est indispensable, définir une politique concrète en rupture avec le système capitaliste l'est tout autant. C'est pourquoi, ces initiatives doivent nous permettre de faire avancer les idées révolutionnaires (faire un travail contre l'idéologie dominante dans les facs en lien avec la marchandisation de l'enseignement), en combattant les illusions réformistes (relance keynésienne) et lier nos revendications à la perspective du gouvernement des travailleurs qui loin d'être une incantation abstraite, doit nous guider dans la lutte des classes.

Un bilan de la campagne contre les licenciements déclinée dans la jeunesse a été dressé. Quelques initiatives fructueuses, quoique sans suite, ont pu être menées localement (Reims, Toulouse). Bien que la mobilisation des travailleurs-euses frappé-e-s par les licenciements soit difficile et en recul, cela n'invalide pas la nécessité de se lier à leur combat. Si la convergence des luttes est un objectif que l'on doit se fixer alors les moyens pour y parvenir doivent être explicités et mis en œuvre, comme construire des cadres de front unique avec des organisations syndicales et/ou des collectifs de travailleurs-euses et précaires pour mobiliser au-delà des rangs militants. Par ailleurs, les directions syndicales participent au dialogue « social » orchestré par le gouvernement Hollande-Ayrault, en témoigne le rôle de la FSU dans l'élaboration de la prochaine loi cadre de l'enseignement supérieur.

Il ne faut pas minimiser la responsabilité des directions syndicales, qui ne sont pas passives mais collaborent activement avec le gouvernement. C'est pourquoi nous pensons qu'il faut les dénoncer et combattre, à l'intérieur des syndicats, pour la rupture des négociations avec le gouvernement et l'engagement d'un véritable plan de combat contre le gouvernement.

Nous ne partageons pas non plus l'idée que le SNJ doive se prononcer uniquement en solidarité aux luttes internationalistes, sans élaborer d'orientation. Au contraire, cette

réunion aurait pu être le moment d'une discussion plus développée sur la nouvelle offensive d'Israël sur Gaza, en affirmant notre soutien aux revendications nationales palestiniennes, le droit au retour des réfugié-e-s, le démantèlement de l'État d'Israël et pour une république multiethnique, laïque et socialiste.

Durant l'AG non-mixte, ont été discutés un bilan de la manifestation du 25 novembre sur les violences faites aux femmes et les textes élaborés par la Commission nationale d'intervention féministe (CNIF) - une résolution féministe et une motion fonctionnement de la CNIF - pour le Congrès. Par ailleurs, un certain désespoir a été exprimé par des camarades face à des cas de harcèlement sexuel rencontrés dans le cadre syndical. Construire des cadres qui politisent la question afin de permettre de libérer la parole sur ce problème, orienter individuellement les personnes concernées et se mettre en lien avec les collectifs féministes de facs qui peuvent exister, ou les commissions femmes internes aux syndicats doivent être autant de points d'appui.

Jeunes de la TC, le 9 décembre 2012